

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 1991)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 luglio 1982
(V. Stampato n. 3238)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(COLOMBO)**

**di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia
(DARIDA)**

**col Ministro delle Finanze
(FORMICA)**

**col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato
(MARCORA)**

**col Ministro della Marina Mercantile
(MANNINO)**

**col Ministro delle Partecipazioni Statali
(DE MICHELIS)**

**e col Ministro della Difesa
(LAGORIO)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 29 luglio 1982*

Adesione ai Protocolli relativi alla Convenzione internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi ed alla Convenzione del 1971 istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, adottati a Londra il 19 novembre 1976, e loro esecuzione

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire ai seguenti atti internazionali, adottati a Londra il 19 novembre 1976:

a) Protocollo alla Convenzione internazionale del 29 novembre 1969 sulla responsabilità civile per i danni causati dall'inquinamento da idrocarburi;

b) Protocollo alla Convenzione del 18 dicembre 1971 istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai Protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli V e VI dei Protocolli stessi.

PROCOLE

de la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

Les parties au present Protocole,

Etant parties à la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 29 novembre 1969,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I.

Aux fins du présent Protocole:

1. « Convention » signifie la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.
2. « Organisation » a le même sens que dans la Convention.
3. « Secrétaire général » signifie le Secrétaire général de l'Organisation.

ARTICLE II.

L'article V de la Convention est modifié comme suit:

- 1) Le paragraphe 1 est remplacé per le texte suivant:

« Le propriétaire d'un navire est en droit de limiter sa responsabilité aux termes de la présente Convention à un montant total par événement de 133 unités de compte par tonneau de jauge du navire. Toutefois, ce montant total ne peut en aucun cas excéder 14 millions d'unités de compte ».

- 2) Le paragraphe 9 est remplacé par le texte suivant:

9. a) L'« unité de compte » visée au paragraphe 1 du présent article est le Droit de tirage spécial tel que défini par le Fonds monétaire international. Les montants mentionnés au paragraphe 1 sont convertis dans la monnaie nationale de l'Etat dans lequel le fonds est constitué sur la base de la valeur de cette monnaie par rapport au Droit de tirage spécial à la date de la constitution du fonds. La

valeur, en Droit de tirage spécial, de la monnaie nationale d'un Etat contractant qui est membre du Fonds monétaire international, est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date en question pour ses propres opérations et transactions. La valeur, en Droit de tirage spécial, de la monnaie nationale d'un Etat contractant qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, est calculée de la façon déterminée par cet Etat.

b) Toutefois, un Etat contractant qui n'est pas membre du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions du paragraphe 9 a) du présent article peut, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, ou à tout moment par la suite, déclarer que la limite de la responsabilité prévue au paragraphe 1 et applicable sur son territoire est fixée, par événement, à un total de 2.000 unités monétaires par tonneau de jauge du navire, étant entendu que ce montant total ne devra en aucun cas excéder 210 millions d'unités monétaires. L'unité monétaire visée dans le présent paragraphe correspond à soixant-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. La conversion de ces montants en monnaie nationale s'affectue conformément à la législation de l'Etat en cause.

c) Le calcul mentionné à la dernière phrase du paragraphe 9 a) et la conversion mentionnée au paragraphe 9 b) doivent être faits de façon à exprimer en monnaie nationale de l'Etat contractant la même valeur réelle, dans la mesure du possible, que celle exprimée en unités de compte au paragraphe 1. Lors du dépôt d'un instrument visé à l'article IV et chaque fois qu'un changement se produit dans leur méthode de calcul ou dans la valeur de leur monnaie nationale par rapport à l'unité de compte ou à l'unité monétaire, les Etats contractants communiquent au dépositaire leur méthode de calcul conformément au paragraphe 9 a), ou les résultats de la conversion conformément au paragraphe 9 b), selon le cas.

ARTICLE III.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé la Convention ou qui y a adhéré et de tout Etat invité à participer à la Conférence chargée de réviser les dispositions de la Convention de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, tenue à Londres du 17 au 19 novembre 1976. Le Protocole est ouvert à la signature du 1^{er} février 1977 au 31 décembre 1977 au siège de l'Organisation.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats qui l'ont signé.
3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les Etats qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer.

4. Les Etats Parties à la Convention peuvent ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole, ou y adhérer.

ARTICLE IV.

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du Secrétaire général.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement au présent Protocole à l'égard de toutes les Parties existantes ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdites Parties, est réputé s'appliquer au Protocole modifié par l'amendement.

ARTICLE V.

1. Le présent Protocole entre en vigueur à l'égard des Etats qui l'ont ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y ont adhéré, le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle huit Etats, dont cinq ayant chacun au moins 1 million de tonneaux de jauge brute en navires-citernes, ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général.

2. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent le présent Protocole ou y adhèrent ultérieurement, celui-ci entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

ARTICLE VI.

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment à compter de la date à laquelle il entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

3. La dénonciation prend effet un an après la date du dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.

ARTICLE VII.

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou d'amender le présent Protocole.

2. L'Organisation convoque une conférence des Parties au présent Protocole ayant pour objet de le réviser ou de l'amender, à la demande du tiers au moins des Parties.

ARTICLE VIII.

1. Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général.
2. Le Secrétaire général:
 - a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré:
 - i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument nouveau, ainsi que la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;
 - ii) de la date d'entrée en vigueur du present Protocole;
 - iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole, ainsi que de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
 - iv) de tout amendement au présent Protocole;
 - b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré.

ARTICLE IX.

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE X.

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi. Il en est établi des traduction officielles en langues espagnole et russe qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

Fait à Londres le dix-neuf novembre mil neuf cent soixante-seize.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Pour l'Allemagne, République fédérale d'

H. RUETE

Pour la République française

M. JACQUIER (*sous réserve d'approbation*)

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

A.D. HOWLETT (*subject to ratifications*)

Pour le Royaume de Suède

OLOF RYDBECK

PROCOLE

de la Convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

Les parties au present protocole,

Ayant examiné la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I.

Aux fins du présent Protocole:

1. « Convention » désigne la Convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.
2. « Convention sur la responsabilité » a la même sens que dans la Convention.
3. « Organisation » a le même sens que dans la Convention.
4. « Secrétaire général » désigne le Secrétaire général de l'Organisation.

ARTICLE II.

Le paragraphe 4 de l'article premier de la Convention est remplacé par le texte suivant:

Par « unité de compte » ou « unité monétaire », on entend l'unité monétaire, selon le cas, visée à l'article V de la Convention sur la responsabilité, telle qu'elle a été modifiée par le Protocole adopté le 19 novembre 1976.

ARTICLE III.

Partout où ils apparaissent, les montants visés dans la Convention sont modifiés comme suit:

a) à l'article 4:

i) « 450 millions de francs » est remplacé par « 30 millions d'unités de compte ou 450 millions d'unités monétaires »;

ii) « 900 millions de francs » est remplacé par « 60 millions d'unités de compte ou 900 millions d'unités monétaires »;

b) à l'article 5:

i) « 1.500 francs » est remplacé par « 100 unités de compte ou 1.500 unités monétaires »;

ii) « 125 millions de francs » est remplacé par « 8.330.000 unités de compte ou 125 millions d'unités monétaires »;

iii) « 2.000 francs » est remplacé par « 133 unités de compte ou 2.000 unités monétaires »;

iv) « 210 millions de francs » est remplacé par « 14 millions d'unités de compte ou 210 millions d'unités monétaires »;

c) à l'article 11, « 75 millions de francs » est remplacé par « 5 millions d'unités de compte ou 75 millions d'unités monétaires »;

d) à l'article 12, « 15 millions de francs » est remplacé par « 1 million d'unités de compte ou 15 millions d'unités monétaires ».

ARTICLE IV.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé la Convention ou qui y a adhéré et de tout Etat invité à participer à la Conférence chargée de réviser les dispositions relatives à l'unité de compte dans la Convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, qui s'est tenue à Londres du 17 au 19 novembre 1976. Le Protocole est ouvert à la signature du 1er février 1977 au 31 décembre 1977 au siège de l'Organisation.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats qui l'ont signé.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les Etats qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer.

4. Les Etats Parties à la Convention peuvent ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole, ou y adhérer.

ARTICLE V.

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du Secrétaire général.
2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement au présent Protocole à l'égard de toutes les Parties existantes ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdites Parties, est réputé s'appliquer au Protocole modifié par l'amendement.

ARTICLE VI.

1. Le présent Protocole entre en vigueur à l'égard des Etats qui l'ont ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y ont adhéré, le quatre-vingt-dixième jour après le date à laquelle les conditions suivantes sont remplies:
 - a) au moins huit Etats ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général, et
 - b) le Secrétaire général a été informé, conformément à l'article 39 de la Convention, que les personnes qui seraient tenues, dans ces Etats, de contribuer au Fonds en application de l'article 10 de la Convention, ont reçu, au cours de l'année civile précédente, au moins 750 millions de tonnes d'hydrocarbures donnant lieu à contribution.
2. Toutefois, le présent Protocole ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Convention.
3. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent le présent Protocole ou y adhèrent ultérieurement, celui-ci entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

ARTICLE VII.

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment à compter de la date à laquelle le Protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie.
2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général.

3. La dénonciation prend effet un an après la date du dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.

ARTICLE VIII.

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou d'amender le présent Protocole.

2. L'Organisation convoque une conférence des Parties au présent Protocole ayant pour objet de le réviser ou de l'amender, à la demande du tiers au moins des Parties.

ARTICLE IX.

1. Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général.

2. Le Secrétaire général:

a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré:

i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument nouveau, ainsi que de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;

ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole, ainsi que de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

iv) de tout amendement au présent Protocole;

b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré.

ARTICLE X.

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XI.

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise et française, les deux textes faisant également

foi. Le Secrétariat de l'Organisation en prépare des traductions officielles en langues espagnole et russe qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

Fait à Londres le dix-neuf novembre mil neuf cent soixante-seize.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Pour l'Allemagne, République fédérale d'

H. RUETE

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

A.D. HOWLETT

Pour le Royaume de Suède

OLOF RYDBECK

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei Protocolli, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

PROTOCOLLO**della Convenzione internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi**

Le Parti al presente Protocollo,
essendo Parti alla Convenzione internazionale sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, fatta a Bruxelles il 29 novembre 1969,
hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Ai fini del presente Protocollo:

1. « Convenzione » indica la Convenzione internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per i danni derivanti da inquinamento da idrocarburi.
2. « Organizzazione » ha lo stesso significato attribuitole nella Convenzione.
3. « Segretario generale » indica il Segretario generale dell'Organizzazione.

ARTICOLO II.

L'articolo V della Convenzione viene modificato come segue:

- 1) Il paragrafo 1 viene sostituito dal seguente testo:

« Il proprietario di una nave ha, ai sensi della presente Convenzione, il diritto di limitare la propria responsabilità, per ogni incidente, ad un ammontare totale di 133 unità di conto per tonnellata di stazza della nave. Tuttavia questo ammontare totale non può in alcun caso superare i 14 milioni di unità di conto ».

2) Il paragrafo 9 viene sostituito dal seguente testo:

9. a) L'«unità di conto» di cui al paragrafo 1 del presente articolo rappresenta il Diritto di prelievo speciale così come definito dal Fondo monetario internazionale. Le somme di cui al paragrafo 1 sono convertite nella moneta nazionale dello Stato dove viene costituito il fondo sulla base del valore di detta moneta in rapporto al Diritto di prelievo speciale alla data di costituzione del fondo. Il valore, in Diritto di prelievo speciale, della moneta nazionale di uno Stato contraente membro del Fondo monetario internazionale, viene calcolato alla data in questione secondo il metodo di valutazione applicato dal Fondo monetario internazionale per le sue operazioni e transazioni. Il valore in Diritto di prelievo speciale della moneta nazionale di uno Stato contraente che non sia membro del Fondo monetario internazionale, viene calcolato secondo quanto stabilito da detto Stato.

b) Tuttavia uno Stato contraente che non sia membro del Fondo monetario internazionale e la cui legislazione non permetta di applicare le disposizioni del paragrafo 9 a) del presente articolo può, al momento della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione della presente Convenzione o dell'adesione a quest'ultima o in qualunque altro momento successivo, dichiarare che il limite della responsabilità previsto dal paragrafo 1 e applicabile sul suo territorio è fissato, per ogni evento, ad un totale di 2000 unità monetarie per tonnellata di stazza della nave, restando inteso che l'ammontare totale non dovrà in alcun caso superare i 210 milioni di unità monetaria. L'unità monetaria di cui al presente paragrafo corrisponde a 65,5 milligrammi di oro al titolo di 900 millesimi di fino. La conversione di tali somme nella moneta nazionale viene effettuata conformemente alla legislazione dello Stato interessato.

c) Il calcolo menzionato nell'ultima frase del paragrafo 9. a) e la conversione di cui al paragrafo 9. b) devono essere effettuati in modo da tradurre in moneta nazionale dello Stato contraente lo stesso valore reale, per quanto possibile, di quello espresso in unità di conto al paragrafo 1. Al momento del deposito di uno strumento, di cui all'articolo IV ed ogniqualvolta si verifichi un cambiamento nel loro metodo di calcolo o nel valore della loro moneta nazionale in rapporto all'unità di conto o all'unità monetaria, gli Stati contraenti comunicano al depositario il loro metodo di calcolo conformemente al paragrafo 9. a), o i risultati della conversione conformemente al paragrafo 9. b), a seconda dei casi.

ARTICOLO III.

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati firmatari della Convenzione o che vi hanno aderito e degli Stati invitati a partecipare alla Conferenza incaricata di rivedere le disposizioni della Convenzione del 1969 sulla responsabilità civile per danni dovuti ad inquinamento da idrocarburi, tenutasi a Londra dal 17

al 19 novembre 1976. Il Protocollo è aperto alla firma dal 1° febbraio al 31 dicembre 1977 presso la sede dell'Organizzazione.

2. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo, il presente Protocollo viene sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione degli Stati che l'hanno firmato.

3. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo, gli Stati che non hanno firmato il presente Protocollo possono aderirvi.

4. Gli Stati Parti alla Convenzione possono ratificare, accettare o approvare il presente Protocollo o aderirvi.

ARTICOLO IV.

1. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano mediante il deposito, presso il Segretario generale, di uno strumento in buona e debita forma a questo fine.

2. Ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, depositato successivamente all'entrata in vigore di un emendamento del presente Protocollo nei confronti di tutte le Parti contraenti o dopo aver portato a termine gli adempimenti richiesti all'entrata in vigore dell'emendamento nei confronti di dette Parti, dovrà ritenersi applicabile al Protocollo così emendato.

ARTICOLO V.

1. Il presente Protocollo entra in vigore nei confronti degli Stati che l'hanno ratificato, accettato o approvato o che vi hanno aderito, il novantesimo giorno dopo che otto Stati, di cui cinque che abbiano ciascuno almeno un milione di tonnellate di stazza lorda di navi cisterna, hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione presso il Segretario generale.

2. Per ogni Stato che ratifica, accetta, approva il presente Protocollo o che vi aderisce successivamente, quest'ultimo entra in vigore il novantesimo giorno dopo il deposito da parte di detto Stato dello strumento adeguato.

ARTICOLO VI.

1. Il presente Protocollo può essere denunciato da una qualunque Parte contraente e in qualunque momento a partire dalla data di entrata in vigore del Protocollo nei confronti di detta Parte.

2. La denuncia si effettua mediante il deposito di un apposito strumento presso il Segretario generale.

3. La denuncia ha effetto un anno dopo la data del deposito dello strumento presso il Segretario generale o allo scadere di un periodo più lungo che potrà essere specificato in detto strumento.

ARTICOLO VII.

1. L'Organizzazione può convocare una conferenza per la revisione o l'emendamento del presente Protocollo.
2. L'Organizzazione convoca una conferenza delle Parti al presente Protocollo per riesaminarlo o emendarlo, su richiesta di almeno un terzo delle Parti.

ARTICOLO VIII.

1. Il presente Protocollo è depositato presso il Segretario generale.
2. Il Segretario generale:
 - a) informa tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o vi hanno aderito:
 - i) di ogni nuova firma o di ogni nuovo deposito di strumento, nonché della data nella quale tale firma o deposito vengano effettuati;
 - ii) della data di entrata in vigore del presente Protocollo;
 - iii) del deposito di ogni strumento di denuncia del presente Protocollo nonché della data in cui la denuncia ha effetto;
 - iv) di ogni emendamento del presente Protocollo;
 - b) trasmette copia certificata conforme del presente Protocollo a ciascuno Stato che ha firmato il presente Protocollo o che vi ha aderito.

ARTICOLO IX.

All'entrata in vigore del presente Protocollo, il Segretario generale ne trasmetterà copia certificata conforme al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la sua registrazione e pubblicazione conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO X.

Il presente Protocollo viene fatto in un unico esemplare originale nelle lingue inglese e francese, i due testi facenti ugualmente

fedes. Verranno effettuate delle traduzioni ufficiali in lingua spagnola e russa che saranno depositate insieme all'esemplare originale munito delle firme.

Fatto a Londra il 19 novembre 1976.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

(Seguono le firme).

PROTOCOLLO

della Convenzione internazionale del 1971 istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi

Le Parti del presente Protocollo,

avendo esaminato la Convenzione internazionale istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi, fatta a Bruxelles il 18 dicembre 1971,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Ai fini del presente Protocollo:

1. « Convenzione » indica la Convenzione internazionale del 1971 istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi.
2. « Convenzione sulla responsabilità » ha lo stesso significato attribuite nella Convenzione.
3. « Organizzazione » ha lo stesso significato attribuite nella Convenzione.
4. « Segretario generale » indica il Segretario generale dell'Organizzazione.

ARTICOLO II.

Il paragrafo 4 dell'articolo 1 della Convenzione è sostituito dal seguente testo:

Per « unità di conto » o « unità monetaria » si intende l'unità di conto o l'unità monetaria, a seconda dei casi, prevista all'articolo V della Convenzione sulla responsabilità, così com'è stata modificata dal Protocollo adottato il 19 novembre 1976.

ARTICOLO III.

Le somme, citate nella Convenzione, dovunque esse appaiano, sono modificate come segue:

a) all'articolo 4:

i) « 450 milioni di franchi » è sostituita con « 30 milioni di unità di conto o 450 milioni di unità monetarie »;

ii) « 900 milioni di franchi » è sostituita con « 60 milioni di unità di conto o 900 milioni di unità monetarie »;

b) all'articolo 5:

i) « 1500 franchi » è sostituita da « 100 unità di conto o 1500 unità monetarie »;

ii) « 125 milioni di franchi » è sostituita da « 8.333.000 unità di conto o 125 milioni di unità monetarie »;

iii) « 2000 franchi » è sostituita da « 133 unità di conto o 2000 unità monetarie »;

iv) « 210 milioni di franchi » è sostituita da « 14 milioni di unità di conto o 210 milioni di unità monetarie »;

c) all'articolo 11, « 75 milioni di franchi » è sostituita da « 5 milioni di unità di conto o 75 milioni di unità monetarie »;

d) all'articolo 12, « 15 milioni di franchi » è sostituita da « 1 milione di unità di conto o 15 milioni di unità monetarie ».

ARTICOLO IV.

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma di ogni Stato che ha firmato la Convenzione o che vi abbia aderito e di ogni Stato invitato a partecipare alla Conferenza incaricata di rivedere le disposizioni relative all'unità di conto della Convenzione internazionale del 1971 istitutiva di un Fondo internazionale per l'indennizzo dei danni derivanti da inquinamento da idrocarburi tenutasi a Londra dal 17 al 19 novembre 1976. Il Protocollo è aperto alla firma dal 1° febbraio al 31 dicembre 1977 presso la sede dell'Organizzazione.

2. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo, il presente Protocollo viene sottoposto a ratifica, accettazione o approvazione degli Stati che l'hanno firmato.

3. Con riserva alle disposizioni del paragrafo 4 del presente articolo, gli Stati che non hanno firmato il presente Protocollo possono aderirvi.

4. Gli Stati Parti della Convenzione possono ratificare, accettare o approvare il presente Protocollo, o aderirvi.

ARTICOLO V.

1. La ratifica, accettazione, approvazione o adesione si effettua mediante il deposito presso il Segretario generale di uno strumento redatto in buona e debita forma a questo fine.
2. Ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, depositato successivamente all'entrata in vigore di un emendamento al presente Protocollo nei confronti di tutte le Parti contraenti o successivamente dopo aver portato a termine gli adempimenti richiesti all'entrata in vigore dell'emendamento riguardo a dette Parti, deve ritenersi applicabile al Protocollo così modificato dall'emendamento.

ARTICOLO VI.

1. Il presente Protocollo entra in vigore nei confronti degli Stati che l'hanno ratificato, accettato o approvato o che vi hanno aderito, il novantesimo giorno successivo alla data in cui le seguenti condizioni sono state adempiute:
 - a) che almeno otto Stati abbiano depositato uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione presso il Segretario generale; e
 - b) che il Segretario generale sia stato informato, conformemente all'articolo 39 della Convenzione, che le persone che in detti Stati sarebbero tenute a contribuire al Fondo in applicazione dell'articolo 10 della Convenzione abbiano ricevuto nel corso dell'anno civile precedente almeno 750 milioni di tonnellate di idrocarburi dando luogo al contributo.
2. Tuttavia, il presente Protocollo non può entrare in vigore prima dell'entrata in vigore della Convenzione.
3. Per ciascuno degli Stati che ratificano, accettano, approvano il presente Protocollo, o vi aderiscono in seguito, esso entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo al deposito da parte di detto Stato dello strumento adeguato.

ARTICOLO VII.

1. Il presente Protocollo può essere denunciato da una qualsiasi delle Parti in qualunque momento, a partire dalla data in cui il Protocollo entra in vigore nei confronti di detta Parte.
2. La denuncia si effettua con il deposito di uno strumento presso il Segretario generale.

3. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data del deposito dello strumento presso il Segretario generale o allo scadere di un periodo più lungo che potrà essere specificato in detto strumento.

ARTICOLO VIII.

1. L'Organizzazione può convocare una conferenza che abbia per oggetto la revisione o l'emendamento del presente Protocollo.

2. L'Organizzazione convoca una conferenza delle Parti al presente Protocollo avente per oggetto la revisione o l'emendamento dello stesso, su richiesta di almeno un terzo delle Parti.

ARTICOLO IX.

1. Il presente Protocollo viene depositato presso il Segretario generale.

2. Il Segretario generale:

a) informa tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o vi hanno aderito:

i) di ogni nuova firma o deposito di un nuovo strumento, nonché la data nella quale tale firma o deposito vengono effettuati;

ii) della data di entrata in vigore del presente Protocollo;

iii) del deposito di ogni strumento di denuncia del presente Protocollo, come pure della data in cui la denuncia avrà effetto;

iv) di ogni emendamento del presente Protocollo;

b) trasmette copie certificate conformi del presente Protocollo a tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o vi hanno aderito.

ARTICOLO X.

Al momento dell'entrata in vigore del presente Protocollo, il Segretario generale ne trasmette una copia certificata conforme al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la sua registrazione e pubblicazione in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XI.

Il presente Protocollo è fatto in un unico esemplare originale nelle lingue inglese e francese, i due testi facenti egualmente fede.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Il Segretariato dell'Organizzazione ne redige le traduzioni ufficiali nelle lingue spagnola e russa che sono depositate con l'originale recante le firme.

Fatto a Londra il 19 novembre 1976.

In fede di che i sottoscritti, all'uopo debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

(Seguono le firme).